

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 19/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS LIOT**

3-7 Avenue Victor Hugo  
86450 Pleumartin

Références : VD/EK/2025/12/16/02  
Code AIOT : 0052216169

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement SAS LIOT implanté TROLAN 22720 Plésidy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS LIOT
- TROLAN 22720 Plésidy
- Code AIOT : 0052216169
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage avicole fonctionnant au bénéfice de l'antériorité avec un récépissé de déclaration en date du 10 mars 1978 et un arrêté préfectoral de prescriptions spéciales en date du 23 mars 2023 pour

une capacité de 240 000 emplacements de poules pondeuses avec en annexe une fabrique d'engrais et supports de culture soumise à déclaration au titre de la rubrique n° 2170-2 de la nomenclature.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Notification de changement notable	Autre du 15/01/2010, article Article R181-46-II du code de l'Environnement	Demande d'action corrective	6 mois
5	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 1	Demande d'action corrective	8 mois
6	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 19/12/2022, article 1	Demande d'action corrective	8 mois
7	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 19/12/2022, article 1	Demande d'action corrective	8 mois
8	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 19/12/2022, article 2	Demande d'action corrective	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 1	Sans objet
2	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
3	Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection l'installation n'était pas en fonctionnement et était vide de tous animaux. Les termes des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 19/12/2022 et du 22/12/2022 n'ont donc pas pu être vérifiés. Ces mises en demeure sont donc toujours en vigueur.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 1

<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SAS LIOT, représentée par Monsieur Pierpaolo Berno, dont le siège social est situé au « 3-7 Avenue Victor Hugo » sur la commune de PLEUMARTIN (86450) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au lieu-dit « Trolan » sur la commune de PLESIDY, un élevage de volailles dont la capacité maximale est de 240 000 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 112 080 UN/an et la quantité de phosphore à 91 200 UP2O5/an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Installation à l'arrêt le jour de l'inspection, le matériel d'élevage a été démonté dans 3 bâtiments et les derniers animaux sont sortis les 04 et 05 juillet 2024. Le site est actuellement en cours de désamiantage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li> <li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li> </ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> </ul>

<p>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;  - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;  ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Défense Externe Contre l'Incendie : <b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Notification de changement notable**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 15/01/2010, article Article R181-46-II du code de l'Environnement</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est actuellement en cours de désamiantage, en vue d'être réaménagé.  Il n'y a pas eu de dossier de porter à connaissance de déposé au préalable.  <b>Non Conforme.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

Un dossier de porter à connaissance doit-être déposé et conformément à l'article R122-2 du code de l'environnement, une demande d'examen au cas par cas doit-être déposée au préalable.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 5 : Respect mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La SAS LIOT, sise au 3 - 7 Ave Victor Hugo à PLEUMARTIN (86450), est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite au lieu-dit « Trolan » à PLESIDY, à compter de la réception du présent arrêté de respecter dans un délai de 1 mois et en tout état de cause avant toute nouvelle mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 juillet 2012, qui prévoient la mise en œuvre d'un procédé de traitement par pré-séchage des fientes en bâtiment puis séchage des fientes dans deux séchoirs.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>En l'absence, d'animaux et du fonctionnement de l'installation, cette prescription n'a donc pas pu être vérifiée le jour de l'inspection. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/12/2022 est donc toujours en vigueur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 mois

**N° 6 : Respect mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La SAS LIOT, située au 3 - 7 Ave Victor Hugo à PLEUMARTIN (86450), est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite au lieu-dit « Trolan » à PLESIDY, à compter de la réception du présent arrêté de respecter dans un délai de 6 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'article 11-I de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que les équipements de stockage et de traitement des effluents sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>En l'absence, d'animaux et du fonctionnement de l'installation, cette prescription n'a pas pu être vérifiée le jour de l'inspection. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/12/2022 est donc toujours en vigueur.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 mois

**N° 7 : Respect mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La SAS LIOT, située au 3 - 7 Ave Victor Hugo à PLEUMARTIN (86450), est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite au lieu-dit « Trolan » à PLESIDY, à compter de la réception du présent arrêté de respecter dans un délai de 6 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'article 23-I de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.</li> </ul> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées</p>
<b>Constats :</b>  <p>En l'absence, d'animaux et du fonctionnement de l'installation, cette prescription n'a pas pu être vérifiée le jour de l'inspection.</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/12/2022 est donc toujours en vigueur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 mois

**N° 8 : Respect mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La SAS LIOT, est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté de respecter dans un délai de 6 mois :</p> <p>- L'arrêté du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole prévoit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en son annexe II - II que, en zone vulnérable, les ouvrages de stockage des effluents d'élevage doivent être étanches... les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents de sorte qu'aucun écoulement d'eaux non traitées ne se produise dans le milieu naturel.</li> </ul>
<b>Constats :</b>

En l'absence, d'animaux et du fonctionnement de l'installation, cette prescription n'a pas pu être vérifiée le jour de l'inspection.  
L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/12/2022 est donc toujours en vigueur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 8 mois